

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 11 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUCLIDE VAILLANT

RUE PIERRE MARCOU

rue pierre marcou

brive la gaillarde

19100 Brive La Gaillarde

**Références : 2026-02-11 UiD192026-0019r georisques
Code AIOT : 0006004536**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement EUCLIDE VAILLANT implanté rue Pierre Marcou – 19100 Brive la Gaillarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUCLIDE VAILLANT
- rue Pierre Marcou – 19100 Brive la Gaillarde
- Code AIOT : 0006004536
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

EUCLIDE Vaillant constitue une des trois unités opérationnelles d'Euclide Industrie. Il dispose d'une

expérience pour la fabrication de pièces de grande dimension et d'accompagnement sur le développement de pièces prototypes complexes et uniques. Ses activités, déclarées au titre de la nomenclature des ICPE pour le travail mécanique des métaux, sont en lien avec divers secteurs (aéronautique, spatial, défense, énergie...). Le site produit des pièces usinées de haute-précision sur tous les types de métaux, y compris métaux durs et alliages complexes.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Action locale - activité travail des métaux
- Rejets aqueux

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Contrôle périodique électricité	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Rejet eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
13	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I article 2.11	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités ICPE	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 512-8	Sans objet
5	fiches de données de sécurité et MMR	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2	Sans objet
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article Annexe I – point 2.4.4	
10	Circuit de refroidissement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2	Sans objet
14	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant une régularisation de sa situation concernant les conditions d'entreposage de déchets et copeaux métalliques stockés en extérieurs ainsi que certaines justifications au regard de la prévention du risque accidentel (prévention des pollutions eu égard au risque incendie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Activités ICPE
Prescription contrôlée : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
Constats : Le site est déclaré depuis le 19/03/2015 (récépissé de déclaration du 23/04/2015) au titre de la rubrique 2560-2 soumise à contrôles périodiques pour les activités de travail mécanique des métaux et alliages. L'exploitant a justifié d'une liste de ses équipements pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, qui représentent une puissance maximum cumulée de 753kW (très proche de la déclaration initiale de 734 kW). L'exploitant confirme que la situation du site au regard de la nomenclature des ICPE n'a pas évoluée depuis la déclaration initiale du 19/03/2015 et le changement d'exploitant au 01/01/2021 (preuve de dépôt du 2/12/2024).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les

prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1.

Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.

Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.

Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.

Constats :

L'exploitant a justifié d'un rapport de contrôle périodique daté du 30/09/2016 qui fait état d'une non-conformité majeure, au regard de l'article 8.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel* du 27/07/2015, correspondant à l'absence de réalisation d'une étude de bruit.

L'exploitant a produit un rapport de mesures réalisé par le précédent exploitant et qui stipule en conclusions : « *Les résultats des mesures de bruit réglementaires réalisées sur le site de MECANAT le 04/03/2020 sont CONFORMES aux seuils réglementaires prescrits par l'Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997* ».

Le rapport précise notamment que les mesures de bruit ont été réalisées :

- à l'aide d'un sonomètre homologué et étalonné ;
- sur 4 points de 1h00 minimum en limite de propriété (LP).
- Sans mesure en Zone à Emergence Réglementée car les habitations les plus proches sont proches d'axe routier donc non représentatif du bruit du site situé en zone industrielle.

Le rapport mentionne par ailleurs une date limite pour le prochain contrôle périodique au 15/09/2026.

**Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de la levée de la non-conformité majeure relevée dans le contrôle périodique du 30/09/2016 ou de la réalisation d'ici le 30/09/2026 d'une étude de bruit réalisée dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel* du 27/07/2015 sus-visé qui prévoit notamment (article 8.4) que les mesures sont effectuées par un organisme qualifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Contrôle périodique électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique électricité
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le site réalise des contrôles périodiques de ses installations électriques et a justifié d'un certificat Q18 daté du 10/06/2025 et Q 19 du 2/12/2025. L'Inspection note que certaines vérifications n'ont pas pu être réalisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'Inspection les comptes-rendus et rapports des vérifications électriques sus-visées en justifiant des mesures mises en œuvre ou envisagées en vue d'assurer la réalisation des points non vérifiés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant semble utiliser peu de produits chimiques, essentiellement des huiles, lubrifiants pour les machines et solutions d'usinage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'inspection de la tenue pas ses soins d'un registre indiquant la nature et la quantité de ses produits dangereux et le plan des zones de stockage associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : fiches de données de sécurité et MMR

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, fiches de données de sécurité et MMR
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition des collaborateurs sur demande. Les modalités de stockage des produits stockés n'a pas fait ressortir d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : La visite n'a pas fait ressortir d'anomalie pour ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2
Thème(s) : Situation administrative, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"> [...] des extincteurs [...] à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

[...]
Constats : Des extincteurs sont présents sur site, vérifiés périodiquement, accessibles et signalés. L'exploitant a justifié du dernier rapport de contrôle des extincteurs en date du 14/05/2025 et des levées de non-conformités réalisées le 4/06/2025 et 6/08/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosives » ; • l'obligation du « permis de travaux » pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, etc.) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; • les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Un plan d'évacuation est disponible et affiché dans différents locaux et des consignes sont présentes sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée :

<p>I. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que des systèmes de désenfumage sont bien en place sur le bâtiment (le système est manuel et automatique). Le dernier rapport de vérification des systèmes de désenfumage date du 30 janvier 2025. Sur la base du plan d'évacuation mentionnant leur emplacement, et de façon aléatoire l'Inspection a pu vérifier la présence d'une commande à proximité d'un des accès.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Circuit de refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Circuit de refroidissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé ne pas disposer de circuit de refroidissement ouvert sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Rejet eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rejet eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p>

Constats :

L'Inspection a précisé à l'exploitant avoir été destinataire via l'OFB d'une information anonyme selon laquelle une entreprise déverserait du lubrifiant dans le réseau pluvial. Cette information comportait 3 photos, présentées à l'exploitant lors de l'inspection et annexées en partie confidentielle du présent rapport. Elles faisaient apparaître un tuyau placé en surface des aires de circulation piétonne du site⁽¹⁾, qui semble raccordé à un regard du réseau pluvial⁽³⁾ et se diriger vers le parking des véhicules du personnel⁽²⁾. Les photos ne font néanmoins pas apparaître clairement le réceptacle ou la zone d'aboutissement⁽²⁾ ou de déversement de ce tuyau, et ne montrent pas de zone d'écoulement d'effluents pollués.

Lors de la présente visite du 17/12/2025, l'exploitant a expliqué que ces photos correspondaient à un dispositif en lien avec une opération de délestage d'un déshuileur du réseau pluvial visant à récupérer les huiles en surface et prévenir leur déversement dans le milieu. Que les huiles ainsi récupérées sont stockées dans des réservoirs puis collectées par un organisme autorisé (cf. point n°12 ci-dessous). Il indique qu'il s'agit d'une mesure palliative à un défaut de conception des locaux du fait de l'absence d'abri au niveau des stockages des copeaux métalliques qui se trouvent ainsi exposés à la pluie. Ces mesures palliatives sont mises en place ponctuellement dans un contexte de fortes précipitations pour prévenir la saturation du déshuileur. L'exploitant précise que certains clients fournissent des bennes couvertes mais que ce type de bennes n'est pas toujours disponible.

L'Inspection a ainsi constaté lors de la visite du 17/12/2025 réalisée par temps pluvieux, la présence en extérieur d'une benne non couverte et de bacs et sacs de type grands récipients vrac (GRV), au niveau desquels s'écoulait en direction du réseau pluvial de l'eau blanchâtre, chargée notamment de lubrifiant présent sur les pièces métalliques⁽³⁾. Ces écoulements rejoignaient une bouche d'évacuation des eaux pluviales dont l'Inspection notait par ailleurs que le couvercle de protection n'était pas en place⁽⁴⁾.

L'exploitant a justifié d'un plan des réseaux mentionnant notamment le positionnement d'un déshuileur débourbeur mais le descriptif présenté est partiel (ne couvre pas l'ensemble du site et surtout il ne permet pas d'identifier clairement le sens d'écoulement. Ainsi la partie du réseau concerné par les égouttures de copeaux d'usinage semble aboutir en aval du déshuileur (cf point D sur le plan en annexe confidentielle).

Annexe confidentielle :

⁽¹⁾ Photo n° 1 : tuyau placé en surface des aires de circulation piétonne du site et repères en direction des points D et E

- D _ zone de raccordement du réseau pluvial
- E _ déshuileur

⁽²⁾ Photo n° 2 : (repère C _ passage du tuyau au niveau du parking du personnel)

⁽³⁾ Photo n° 3 : (repère B _ bouche d'évacuation réseau pluvial)

⁽⁴⁾ Photo n° 4 : (repère A _ Regard réseau pluvial)

Plan du réseau pluvial : avec repères A, B, C, E sus-visés

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 15 jours à l'Inspection :

- un plan complet et détaillé du réseau d'eaux pluviales permettant l'identification du sens d'écoulement et le passage des effluents souillés via le déshuileur (cf. photo n°2 en annexe

confidentielle).
- un justificatif des interventions réalisées par une entreprise de curage depuis le 01/01/2024 du ou des déshuileurs / débourbeur du site.
- la démonstration du bon dimensionnement et de la bonne capacité des dispositifs de traitement mis en place afin de traiter les polluants présents dans les effluents d'eaux pluviales collectés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...). En particulier, les copeaux d'usinage ou tout déchet d'usinage souillé sont stockés à l'abri des eaux météoriques et sur rétention ou sur tout autre moyen équivalent permettant la récupération des égouttures.</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 1 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est inscrit sur Trackdéchets et les bordereaux d'évacuation des déchets sont disponibles et ont pu être consultés par l'Inspection.</p> <p>Comme décrit au point n° 11 « rejet des eaux pluviales » ci-dessus, les déchets métalliques sont stockés dans des bennes non couvertes, dont les eaux de ruissellement se déversent sur une zone bétonnée dont le dispositif de récupération / traitement semble être celui du réseau pluvial (absence de dispositif spécifique _ cf plan et photo n° 4 en annexe confidentielle).</p> <p>Lors de la présente visite du 17/12/2025, l'exploitant a indiqué avoir engagé une démarche visant la couverture de la zone de stockage des déchets souillés et a présenté à l'Inspection une commande datée du 17/11/2025 pour l'Installation d'un auvent pour bacs à copeaux qui fixe une échéance de mise en place du dispositif au 30/01/2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'ensemble des bordereaux de suivis des déchets dangereux, émis depuis le 1/01/2024, correspondant aux déchets pompés dans le dispositif de déshuilage du réseau pluvial ; - d'une couverture garantissant une protection des eaux météoriques de l'ensemble des déchets souillés présentant un risque de pollution, stockés en extérieur (photos à l'appui).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté le descriptif d'obturation des réseaux d'évacuation à même de maintenir sur le site les eaux d'extinction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sous 15 jours à l'Inspection : - le descriptif des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport ; - la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 14 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.a est effectuée par un organisme agréé (prélèvements sous accréditation) selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les 3 ans. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas disposer de machines ou équipements susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières en lien avec l'activité classée ou relevant de la nomenclature.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite